



Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Think tank : CEGESMO – Centre d'étude géopolitique sur le Moyen-Orient

1. De quelle manière notre think tank est concerné par le sujet ?

Au CEGESMO, nous analysons les dynamiques géopolitiques du Moyen-Orient, une région où les civils se trouvent au premier plan des conflits armés et des crises sécuritaires.

Le conflit israélo-palestinien constitue un cas emblématique : depuis plus de 70 ans, il provoque cycles de violence, bombardements, déplacements massifs et blocus qui touchent directement les populations civiles, qu'elles soient palestiniennes ou israéliennes. L'absence de règlement politique durable et l'enchevêtrement territorial aggravent cette insécurité au quotidien.

Mais cette situation n'est pas isolée. Dans d'autres zones, comme la Syrie après plus d'une décennie de guerre, le Yémen plongé dans une crise humanitaire sans précédent, ou encore l'Irak marqué par l'instabilité post-Daech, les civils sont exposés aux bombardements, aux pénuries alimentaires, à l'effondrement des services de base et aux déplacements forcés. Au Liban, la crise économique et la fragilité politique renforcent aussi l'insécurité sociale.

Ces réalités, bien que différentes, partagent un point commun : l'insécurité civile résulte à la fois de la violence armée, de l'effondrement des structures étatiques et des rivalités régionales ou internationales.

2. Que proposons-nous ?

Nous formulons plusieurs recommandations pour améliorer la protection des civils face à l'insécurité :

1. Protéger les civils dans le conflit israélo-palestinien. Nous appelons à un renforcement des mécanismes de protection internationale, notamment par un contrôle indépendant du respect du droit humanitaire à Gaza et en Cisjordanie. Nous proposons la mise en place d'équipes d'observateurs sous mandat de l'ONU, chargées de documenter les violations et de garantir l'accès humanitaire.
2. Renforcer les couloirs humanitaires et zones sécurisées. Dans les zones de conflit comme la Syrie ou le Yémen, nous plaidons pour la création de corridors

humanitaires réellement protégés. Ces couloirs devraient être placés sous la protection de casques bleus mandatés par l'ONU afin d'assurer l'acheminement de l'aide et l'évacuation des populations vulnérables.

3. Améliorer la surveillance internationale par la technologie. Nous recommandons l'usage accru de satellites, drones et plateformes sécurisées de collecte de témoignages pour documenter les violations contre les civils. Cela constituerait une base de données fiable, utilisable devant les juridictions internationales, et aurait aussi un effet dissuasif.
4. Impliquer davantage les acteurs locaux. Nous considérons que les ONG et associations locales sont les premières lignes de défense des civils. En Irak comme au Liban, elles jouent un rôle essentiel mais manquent de financements et de protection. Nous proposons que les programmes internationaux incluent systématiquement un volet de soutien logistique, financier et sécuritaire à ces acteurs.
5. Promouvoir la résilience des populations. Nous estimons que la protection des civils passe aussi par leur capacité à surmonter les crises. Dans le cas palestinien comme au Liban, l'accès à l'éducation, à la formation et à des infrastructures essentielles (écoles, hôpitaux, réseaux d'eau et d'électricité) permet de réduire les risques de marginalisation et de radicalisation.